

Le titre

centre marocain de



CONJONCTURE



sommaire

édito [édito]

EDITO

20071

INTERNATIONAL

Croissance Mondiale en 2002
Fluctuation et disparités régionales 3

DYNAMIQUE ECONOMIQUE

2002
Profil conjoncturel contrasté5

PERSPECTIVES SECTORIELLES

Campagne agricole
Un lancement prometteur8

ENTREPRISES ET MARCHÉS

Marché Mondial des Matières
Premières
Les stocks écrasent les prix10

POINT DE CONJONCTURE

Loi de Finances 2003
Adapter les moyens
aux ambitions12

PREVISIONS

Poussée Inflationniste
Hausse probable des prix
de 2,9% en 200213

LETTRE MENSUELLE ECONOMIQUE ET
SOCIALE EDITÉE PAR LE CENTRE
MAROCAIN DE CONJONCTURE

Fondateurs

FONDATION ONA
BANQUE COMMERCIALE DU MAROC

Partenaires

AKWA GROUP
ASSURANCES ES SAADA / CNSS
MAROC TELECOM / ODEP / ONEP / RAM

Directeur de la publication

HABIB EL MALKI

Comité scientifique

Abdelali DOUMOU - Habib EL MALKI
Larabi JAIDI - Ahmed LAABOUDI
Abdellatif MAZOUZ - M'hammed TAHRAOUI

2007

Au plan interne, le principal fait marquant de cette fin d'année est la présentation par le nouveau Premier Ministre devant le Parlement du programme de travail pour la législature 2003-2007. Dans cette déclaration, le nouveau cabinet affiche les ambitions susceptibles de permettre au pays de relever les multiples défis qui l'attendent et spécifie les moyens à mobiliser au regard des objectifs à atteindre. Cependant, si le contenu technique a amplement été analysé, la dimension qualitative - qui est tout aussi importante en pareille circonstance - ne semble pas avoir attiré suffisamment l'attention des analystes. Expression d'un projet de société tel qu'il a été élaboré par la société politique, l'approche semble avoir fait de la modernisation plurielle - outrageusement réduite à la simple mise à niveau économique - son principal cheval de bataille. En effet, et à la différence de la démarche conventionnelle qui, jusqu'à présent, avait surtout privilégié la gestion des contraintes, l'ambition de cette Nouvelle Politique Economique du New Deal (NEP) est la volonté de faire sortir le Maroc de la stabilité, stagnante, qui perdure depuis un certain temps déjà. Toutefois, les conditions de réussite de cet objectif de modernisation plurielle sont tributaires, d'une part, du degré d'adhésion de l'ensemble des composantes du corps social et, d'autre part, de la vitesse d'éclosion et d'émergence de nouveaux comportements. L'adhésion des opérateurs sera ainsi mesurée, à l'avenir, à l'aune de leur degré d'engagement effectif en faveur de la relance de l'investissement privé. L'attitude, attentiste,

mettant en corrélation cette reprise et l'envoi par l'Etat, en direction du monde des affaires, de "signaux forts" de multiples natures, semble avoir fait son temps. D'autant que tout déficit au plan de l'initiative active en la matière n'incitera guère à un renouveau dans l'approche de la part des organisations sociales. Pour ces dernières, la stratégie sociale, fondée sur des objectifs rationnellement négociés, serait plus productive que celle, conservatrice, consistant à préserver de manière statique les acquis en regardant dans le rétroviseur. L'Administration - troisième acteur important - ne saurait demeurer en marge de cette dynamique de réforme. Compte tenu de l'importance des leviers dont elle dispose, des règles d'évaluation des performances sont à promouvoir pour que cette entité retrouve son rôle de principal vecteur de développement du pays. De la conjugaison de l'ensemble de ces efforts, dans le sens d'une plus grande concorde, dépendra le succès de cette entreprise d'élargissement des frontières de modernisation du pays. Le bilan de clôture 2007 - espéré d'un millésime meilleur que celui d'ouverture - qui apportera, ne serait-ce que des débuts de réponse, mais convainquants, aux multiples attentes de la grande majorité de la population permettra d'envisager l'échéance 2007 avec plus de confiance et de sérénité. Du "concret", en particulier, incitera le corps électoral à vaincre les archaïsmes - sous toutes leurs formes - et à confirmer le projet de société fondé sur la diversité et la pluralité, partagées, des sensibilités et des opinions.



A la guerre des prix, nous préférons la guerre de la qualité

Chez Tube et Profil, la qualité n'est pas un simple mot. Pour nous, c'est à la fois une vision constante et une pratique incessante. Le tube en acier n'est pas, et ne sera jamais, un produit banal. Destiné à mille et une utilisations, il nécessite un savoir-faire et une maîtrise sans faille.

Chez Tube et Profil, et depuis 35 ans, le tube en acier est notre passion et la qualité, notre obsession. Notre certification ISO 9002 a été pour toute l'équipe de Tube et Profil, une très belle récompense. Mais pour nous, la fidélité de nos clients restera toujours, la plus gratifiante des récompenses.



L'alliage de l'expérience et de l'acier





Croissance Mondiale en 2002

Fluctuation et disparités régionales

En 2002, la conjoncture internationale serait globalement marquée par une reprise de l'activité économique mondiale. Les données disponibles montrent que cette reprise a été lente et irrégulière et que la croissance de la production n'a pas été d'égale amplitude pour l'ensemble des pays. Cette évolution a été essentiellement déterminée par la dépense publique et la consommation et, dans une moindre mesure, par l'investissement.

Les échanges internationaux ont été caractérisés par un dynamisme particulier au début de l'année, mais cet élan a été quelque peu perturbé par le ralentissement observé dès le second trimestre.

2002

Une Croissance Faible et Irrégulière

Après avoir connu un bon départ en début d'année, l'activité économique mondiale a accusé un certain ralentissement par la suite. Globalement, l'évolution du PIB des pays de l'OCDE ne dépasserait pas 1,5% en 2002. Cette reprise, relativement faible, a été d'inégale amplitude d'une région à l'autre. Selon les dernières estimations de l'OCDE, l'activité évoluerait de 2,3% aux Etats Unis, de 0,8% dans la zone Euro et de -0,7% au Japon. Mais, la croissance serait plus dynamique au Canada, en Nouvelle Zélande, en Australie, au Luxembourg en Slovaquie et en Turquie et moins forte en Espagne, en Italie, en France, en Allemagne et dans la plupart des pays d'Europe Centrale à l'exception de la Hongrie.

Cette croissance serait soutenue par la dépense publique et la consommation des ménages dans les pays où l'assouplissement de la politique budgétaire a renforcé le soutien monétaire de la demande. C'est le cas notamment des Etats Unis où les effets positifs de la baisse des taux d'intérêt et les avantageuses possibilités de financement sur la dépense des ménages ont largement compensé la baisse des cours boursiers. Le Royaume Uni et plusieurs autres petites économies auraient connu la même situation. En revanche, la croissan-

ce de certains pays comme l'Allemagne et l'Italie, où la consommation des ménages serait peu vigoureuse, serait tirée par la demande étrangère. Pour le Japon, la déflation risquerait de peser sensiblement sur la consommation des ménages et l'investissement pourrait manquer de ressort.

La consommation des ménages dans la Zone OCDE enregistrerait une augmentation de 2,1% en 2002, dont de 3,1% aux Etats Unis, 0,6% dans la Zone Euro et 0,8% au Japon. Par ailleurs, il y a lieu de noter que les entreprises ne bénéficieraient pas de conditions de financement favorables qui leur permettraient d'accroître leur investissement. La progression annuelle moyenne de cet agrégat serait de 4,25% en 2002, après une contraction de 2,25% en 2001. La croissance de l'investissement est particulièrement freinée par le climat d'incertitude qui pèse sur l'évolution à court terme des bénéfices et des chiffres d'affaires et l'importante sous-utilisation des capacités de production industrielles. Les excédents de capacités seraient particulièrement considérables dans les sous secteurs des télécommunications aux Etats Unis et au Japon et où le sur-investissement cumulé n'a pu être résorbé. En Europe, l'investissement des entreprises pourrait se contracter au terme de l'exercice en cours, en raison de la faiblesse de la demande et des incertitudes sur les profits à venir. La FBCF pourrait contribuer, à hauteur de 13%, à la croissance des pays de l'OCDE, pour 26% aux USA. En revanche, cette contribution serait nulle pour la Zone Euro et négative pour le Japon.

Echanges Internationaux Perspectives de Ralentissement

La progression des échanges mondiaux serait de 2,5% au terme de l'année 2002. Leur progression a été freinée par l'interruption du redémarrage du cycle des technologies de l'information caractérisé par la forte intensité des échanges commerciaux. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la balance des opérations courantes serait déficitaire et représenterait 1,2% du PIB. Aux Etats Unis, le déficit extérieur atteindrait 4,9% du PIB, contre 0,9% pour la Zone Euro et 3,8% pour le Japon.

Ce mouvement d'ensemble reste fragile et fortement dépendant de l'évolution de l'économie américaine. Cette dernière pourrait croître de 2,3% en moyenne annuelle en 2002 et à un rythme relativement plus dynamique en 2003. Elle sera soutenue par la politique monétaire et par l'amélioration de la conjoncture des entreprises. L'investissement pourrait ainsi se ressaisir et contribuer au soutien de cette expansion. Dans la Zone Euro, les exportations qui ont été le principal moteur de la croissance en 2002, céderaient la place à la consom-

[Croissance Internationale en 2002 : Fluctuation et disparités régionales]

tion privée qui pourrait s'affermir progressivement suite au ralentissement prévisible de l'inflation et à l'amélioration de la confiance des ménages. Cette tendance, si elle se confirmait, s'accompagnerait d'une reprise de l'investissement des entreprises.

Au Japon, l'activité devrait rester faible puisque la croissance du PIB ne dépasserait guère 1% en 2003.

Economies Émergentes Essoufflement

Les économies asiatiques n'ont pas échappé au mouvement d'ensemble. Outre l'essoufflement de l'activité en 2002, la demande interne de plusieurs pays reste soumise aux risques de dégradation des performances des marchés financiers internes. La demande intérieure de la Chine pourrait être très affectée par ces difficultés et conduirait à l'affaiblissement de la croissance réelle de l'activité dans ce pays considéré comme puissance économique régionale, voire mondiale.

En Europe de l'Est et dans les nouveaux Etats indépendants, la croissance continue de tirer profit de l'expansion de la demande interne, bien qu'elle n'ait pas bénéficié de la reprise américaine. Ainsi, au terme de l'année 2002, le taux de croissance se situerait aux environs de 4% en Russie et dans les autres pays de la région. Les pays de l'Amérique du Sud n'enregistraient qu'une performance médiocre en 2002 en raison des situations difficiles que rencontrent aussi bien le Brésil que l'Argentine. Le redressement de ces économies reste tributaire d'une transition politique sans heurts chez le premier et de l'Etat d'avancement des réformes engagées par le second.

Afrique du Nord Croissance Hétérogène

Les pays d'Afrique et du Moyen Orient connaîtraient une évolution différenciée de l'activité économique. Ainsi le PIB augmenterait de 2% en Egypte en 2002 contre 3,3% en 2001. Cette tendance trouve sa justification dans l'insécurité régionale, la politique de change adoptée, la forte dégradation du solde budgétaire et le gel des réformes structurelles. La conjonction de ces facteurs a freiné le développement de l'investissement et a ravivé les tensions inflationnistes en raison du glissement persistant de la livre.

L'économie tunisienne serait également caractérisée par cette tendance au ralentissement en raison notamment de la faiblesse de la demande tant interne qu'externe. Les retombées des derniers événements qui ont bouleversé le secteur touristique expliquent, pour une large part, ce recul de l'activité. La croissance du PIB

tunisien passerait de 5% en 2001 à 3% en 2002. L'inflation connaîtrait un redressement sensible puisqu'elle se situerait autour de 3,5% au lieu de 2% en 2001. Le solde budgétaire, en pourcentage du PIB, se stabiliserait, alors que le solde courant pourrait se détériorer suite au creusement du solde commercial.

L'Algérie, qui avait lancé un plan de relance triennal, devrait enregistrer un taux de croissance 2,8% en 2002 ; soit un point de plus que celui réalisé en 2001. L'importance des recettes d'exportation des hydrocarbures n'a pas tout à fait servi l'investissement. Elles ont été utilisées essentiellement pour réduire le poids de la dette extérieure et achever le processus d'assainissement des banques publiques. L'activité du secteur public, hors hydrocarbures, se situerait en retrait alors que l'investissement privé hésite encore à prendre le relais.

Les Pays Partenaires du Maroc Faible Activité

En France, la croissance reposerait essentiellement sur la consommation des ménages. Après avoir été vive au début de l'année, elle a été considérablement freinée à partir du second trimestre pour atteindre probablement un taux de 1% au terme de l'exercice 2002, au lieu de 1,8% en 2001. Ce ralentissement a été façonné par la détérioration des anticipations des ménages, résultat d'un chômage croissant. Le taux de chômage avoisinerait les 9% et l'inflation resterait comparable à celle observée en 2001 soit 1,6% ; les baisses d'impôt et la prime pour l'emploi ont permis au pouvoir d'achat de se maintenir.

L'économie allemande pourrait croître au taux de 0,4% en 2002. La demande intérieure est toujours fragile, malgré la bonne contribution de la consommation privée et de l'investissement en constructions.

En Espagne, la croissance, considérablement entravée par le fléchissement des dépenses des ménages et la faiblesse de la demande étrangère, passerait de 2,7% en 2001 à 1,8% en 2002. Bénéficiant du faible coût de l'argent, l'expansion du secteur de la construction a soutenu la demande, empêchant ainsi une dégradation de l'activité. L'investissement en biens d'équipement aurait baissé significativement, alors que les exportations progresseraient à un rythme moins soutenu que par le passé.

En 2002 l'économie italienne croîtrait de 0,3% à la faveur de la reprise intervenue au cours de la seconde moitié de l'année. Ce résultat, prévisible, reste en deçà du niveau enregistré en 2001 et s'explique particulièrement par la faiblesse de la demande intérieure, hors stocks, le recul de la demande des biens d'équipement et l'atonie de la consommation privée.



2 0 0 2

Profil conjoncturel contrasté

Au terme des neuf premiers mois de l'année en cours, l'économie marocaine affiche un profil conjoncturel asymétrique. Les évolutions positives enregistrées essentiellement au niveau des principaux comptes extérieurs et de l'activité de production contrastent fortement avec les perspectives de reprise de l'inflation, la détérioration des finances publiques en passant par la forte baisse des investissements étrangers et la stabilisation du taux de chômage à un niveau encore trop élevé.

Bonne Tenue des Comptes Extérieurs

Les statistiques provisoires de l'Office des Changes confirment qu'à fin septembre 2002 les principaux comptes extérieurs enregistrent des évolutions favorables. Les statistiques disponibles font ressortir des évolutions asymétriques entre les exportations qui progressent au rythme de 7,9% (63782mdhs en 2002 contre 59134 mdhs un an plus tôt) et les importations qui stagnent (93681mdhs contre 92097 mdhs, soit une stagnation de 0,6%). Une telle évolution asymétrique explique la réduction du déficit commercial qui enregistre une amélioration notable (28.899 mdhs en 2002 contre 32.961 mdhs faisant ainsi ressortir un recul du déficit de l'ordre 12,3%).

Une analyse plus fine des statistiques conforte cette conclusion. D'une part, la stabilité des importations (92.681 mdhs contre 92.097 mdhs donnant une hausse de 0,6%) trouve son origine dans l'évolution opposée ayant marqué les différentes rubriques. Compte tenu de leur poids qui représente environ 28% du total des importations, la forte baisse estimée respectivement à 13,4% pour les hydrocarbures (14464mdhs contre 16703mdhs) et à 1,7% pour la rubrique «alimentation, boissons et tabacs» a largement compensé la progression survenue au niveau de l'ensemble des autres composantes.

D'autre part, s'agissant des exportations, il est à noter qu'à l'exception du fléchissement en volume et en valeur de certaines rubriques (vêtements confectionnés, poissons frais, engrais naturels et chimiques) dont le poids représente environ 25% du total, les 3/4 des exportations enregistrent des performances très élevées.

Notons enfin que l'envolée des transferts MRE (26681mdhs contre 17495mdhs, soit une hausse de 53%) ainsi que celle des recettes voyages (18138mdhs contre 15260mdhs avec une progression de l'ordre de 19%) constitue l'autre trait de cette conjoncture. Au total, cette dynamique particulièrement favorable des échanges extérieurs a eu des effets bénéfiques sur la configuration d'ensemble des comptes extérieurs. A la baisse du déficit commercial entraînant l'amélioration, ipso facto, l'amélioration du taux de couverture de quelques 4points (68,8% à fin septembre 2002 contre 64,2% un an plus tôt) s'ajoute la consolidation des avoirs en devises dont l'encours atteint environ 108 milliards de dirhams (équivalent de 10 milliards de dollars ou d'Euros) représentant environ 11 mois d'importations.

La deuxième performance se situe au niveau du secteur productif. Au terme du deuxième trimestre 2002, l'évolution de l'indice de la production industrielle, énergétique et minière conforte les conclusions précédentes. C'est ainsi que la production minière a enregistré une augmentation en valeur indiciaire de 11,6% comparativement à la même époque de 2001 (une croissance 13 % et 3% respectivement pour la production des minerais métalliques et non métalliques). De son côté, et pour la même période, l'indice de industries de transformation considérées globalement s'accroît de 3,3% (une hausse de 4,3% pour les industries agro-alimentaires, de 4,8% pour les autres industries et de 7,8% pour les IMME contre une baisse de 4,8% pour les industries textiles et de cuir). Enfin, la production de l'énergie progresse en valeur indiciaire de 1,6% (à raison de 3,2% et de 0,1% pour les productions de l'énergie électrique et du raffinage du pétrole).

Détérioration du Déficit Budgétaire

S'agissant des finances publiques, force est de constater que l'examen de l'évolution des principaux indicateurs, tels qu'ils ressortent de la situation provisoire des charges et ressources du Trésor révèle une forte détérioration des principaux indicateurs du budget. D'abord, la contraction de 22% qui affecte l'évolution des recettes ordinaires est due au manque à gagner de 24161mdhs enregistré au niveau de l'ensemble des lignes de recettes non fiscales. Il en est ainsi aussi bien des rubriques classiques (monopole, domaine, autres recettes) qui, au regard des performances de 2001, accusent un déficit important (5614mdhs contre 6940mdhs soit une baisse d'environ 19%) que celles ayant trait à la privatisation (546mdhs en 2002 contre 23381mdhs en 2001 occasionnant un déficit de 22835mdhs). Devant un tel retournement de tendance qui est fréquent, la question lancinante a trait au mode de traitement

[2002 : Profil conjoncturel contrasté]

des recettes de la privatisation. Et même hors privatisation, la croissance des recettes ordinaires est faible et ne dépasse guère 2,5%. Un tel rythme de progression des recettes réduit considérablement les marges de manœuvre de l'Etat. Ensuite, la stabilité des dépenses s'explique par l'évolution opposée des principales rubriques. En ce sens, la progression des dépenses au titre des biens et services (49860mdhs contre 46553mdhs, soit un taux de 7%) a été compensée par des économies réalisées sur les remboursements de la dette publique globale (12.300mdhs contre 12.602mdhs, soit une baisse de 2,4%) et sur les dépenses de compensation (2213mdhs contre 5300mdhs, soit une contraction de l'ordre de 58%). De leur côté, épousant la même tendance, les dépenses d'investissement de l'Etat ainsi que celles relevant du fonds Hassan II affichent un profil nettement baissier (14476mdhs contre 15912mdhs pour les premières, soit une baisse de 9% ; 120mdhs contre 6197mdhs, pour les secondes témoignant d'un désengagement total du fonds). Cette configuration peu porteuse des finances publiques a considérablement affecté les soldes budgétaires. L'épargne ordinaire de l'Etat a chuté de 64% pour se situer à 11619mdhs et couvrir plus que 80% des dépenses d'investissement contre un taux de couverture de 204% un an plus tôt. De même, le solde global qui était excédentaire à hauteur de 8098mdhs accuse de nouveau un déficit de 5632mdhs. Par ailleurs, l'effort de l'Etat pour réduire l'encours de ses arriérés est insignifiant en 2002 comparativement au montant résorbé en 2001 (100mdhs contre 8813mdhs). Compte tenu de cette accumulation des contraintes et de l'aggravation de la ponction de l'extérieur au titre du remboursement de la dette (10931mdhs contre 8506mdhs) sur les ressources financières internes, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à 5732mdhs contre à peine 715mdhs pour l'année écoulée. Le financement de cette impasse a ainsi été intégralement couvert par ponction sur des ressources internes à caractère non bancaire (16663mdhs contre 9221mdhs).

Perspective de Reprise de l'Inflation

Pour ce qui est de l'inflation, il est à relever que le taux d'accroissement de l'indice moyen des prix au cours des neuf premiers de l'année sous revue, par rapport à celui de la même période de l'année 2001, s'établit à 3% (162,6 contre 157,9). En effet, au cours des cinq dernières années, le taux moyen enregistré durant les neufs premiers a été respectivement de 3,1% en 1998; 0,6% en 1999; 1,6% en 2000; 0,9% en 2001 et 3% en 2002. Cette recrudescence de l'inflation s'explique par la hausse soutenue de 4,5% des prix de la rubrique "produits alimentaires" suivie des dépenses de "loisirs et culture" pour 3,7% et "autres biens et services" pour 2,7%. Le profil d'évolution des autres composantes se situant dans le prolongement des tendances antérieures. Encore convient-il de

ne pas perdre de vue que cette progression contenue des prix a été rendue possible grâce à la conjugaison de deux séries de facteurs. D'une part, et au terme des neuf premiers mois de cette année, l'expansion des moyens de paiement (monnaie fiduciaire, M1 et M2) limitée à 5,5% contre 10% en 2001 a dû restreindre la vitesse de circulation de la monnaie et partant la propagation des comportements inflationnistes. A l'origine de cette limitation, la spécificité de la conjoncture qui prévaut en 2002. Conformément à la règle de compensation des contreparties, l'accumulation des réserves de changes au rythme de 6% a eu pour effet de faire évoluer, en sens inverse, les deux autres créances (stagnation des créances sur l'Etat et expansion limitée à 2,8% des concours à l'économie). Si bien qu'au total, le développement circonscrit à 3,7% du total des contreparties contre 9,3% un an plus tôt a eu pour conséquence de ramener la progression de l'encours du stock de monnaie de 8,4% en 2001 à 3,5% en 2002. D'autre part, l'abondance de l'offre de biens et services rendue possible grâce à la progression attendue du PIB de 4,6% en 2002 a dû contenir la progression des prix.

Recul de l'Investissement

La troisième contre performance qui constitue une spécificité de la conjoncture 2002 est le recul de l'investissement. Les recettes des investissements et prêts privés étrangers s'établissent à fin septembre 2002 à 3647mdhs contre 31115mdhs un an plus tôt, occasionnant ainsi une chute d'environ 88%. De même, et à l'exception des crédits destinés au financement de l'immobilier qui continuent sur leur lancée de l'année passée, l'ensemble des autres indicateurs de crédit accusent un profil largement baissier. C'est le cas, en particulier, des crédits de trésorerie et des financements profitant à l'équipement qui accusent une baisse de l'ordre de 8% contre une hausse d'environ 3% en 2001. Ce retournement de situation est vraisemblablement lié à la contexture globale du secteur financier qui continue de souffrir de l'aggravation des créances en souffrance dont l'encours progresse de 7% pour atteindre 38188mdhs contre 34929mdhs en 2001.

Dans ce contexte marqué par le recul de l'investissement, il n'est pas surprenant de voir le taux de chômage se situer à des seuils encore trop élevés. En effet, selon les résultats de l'enquête "activité, emploi et chômage" se rapportant au premier trimestre 2002, le taux de chômage au niveau national est de 12,2% (18,7% en milieu urbain et 4,6% en milieu rural) correspondant à une population en chômage de 1246000 personnes (1027000 en milieu urbain et 219000 dans le milieu rural). Même si ces taux sont en légère décélération par rapport aux seuils relevés au quatrième trimestre 2001, il n'empêche qu'ils sont perçus par le corps social comme étant encore trop élevés.

Des femmes et des hommes vous aident à...

...vous Epanouir



...Grandir

...préserv
votre Foyer



...Semer
et Récolter



...Concrétiser
vos Rêves



...Rester Fort



ASSURANCES ES SAADA, à vos côtés pour mieux vous servir

Pour en savoir plus, contactez votre Assureur-Conseil ES SAADA ou la Compagnie ES SAADA - 123, avenue Hassoun II - Casablanca Tél.: 022 26 62 62/21 25 25 Fax: 022 26 26 55



Campagne Agricole

Un lancement prometteur

De nouveau, des pluies abondantes sont enregistrées au cours de la deuxième moitié du mois de Novembre.

L'espoir d'une bonne année agricole renaît et, avec lui, s'installe l'expectative d'une relance économique. C'est dire combien la conjoncture économique est, toujours, dépendante de l'eau, et souligner la forte relation qui existe entre une politique agricole volontariste et une politique appropriée de l'eau. Mais c'est également reconnaître qu'une croissance forte est toujours indissociable d'une agriculture performante. Aussi, l'impératif de la mise à niveau du système productif, érigé aujourd'hui en priorité nationale, ne peut-il ignorer ou négliger les efforts à consentir pour garantir à l'exploitation agricole - petite, moyenne et grande - toutes ses chances de qualification afin de faire face à une concurrence mondiale aiguisée par les perspectives d'ouverture des économies agricoles.

Pluies Abondantes

Amélioration des Réserves Hydriques

Les pluies enregistrées au cours du mois de novembre sont abondantes. Dans certaines régions les précipitations ont dépassé les 100 mm en 24 heures. Il s'agit notamment du Loukkos, du Gharb, de la Chaouia, du Rif Occidental et de l'Atlas. Ainsi l'excédent pluviométrique varie de 100 à 280% dans plusieurs régions. Seuls l'Oriental, les versants Sud-Est et extrême Sud souffrent d'un déficit qui s'établit entre 25 et 75%. (voir tableau page suivante).

Au 25 Novembre, le cumul pluviométrique moyen national s'élève à 159 mm contre 76 mm en année normale (moyenne sur 30 ans). L'incidence immédiate de cette situation pluviométrique réside dans l'amélioration des réserves hydriques. Les réserves en eau des barrages à usage agrico-

le s'établissent à 6,4 milliards de m³ contre 5,7 milliards m³ la quinzaine écoulée, soit un taux global de remplissage de presque 49% au lieu de 44% quinze jours auparavant. Les taux de remplissage de nombreux barrages à usage agricole sont supérieurs à 65% : Le Loukkos (90%) le Gharb (73%), le Malouya (69%). En revanche, ces taux sont inférieurs à 30% pour les périmètres du Haouz et Souss-massa (25%), Ouarzazate (24%), Doukkala (21%) et Tafilalet (16%).

Un Lancement Serein

De la Campagne Agricole

L'évolution de la commercialisation des intrants agricoles des travaux du sol et des semis témoigne d'un lancement relativement rapide de la campagne agricole. En effet, en dépit des retards des pluies et de leur ampleur qui risquent d'affecter la célérité des semis, la progression de la campagne agricole est prometteuse. La superficie totale travaillée des sols a atteint 2,4 millions de ha, soit une hausse de 60% par rapport à la campagne précédente à la même date (1,5 millions de ha). Les travaux du sol sont répartis comme suit : 25% pour la Chaouia-Doukkala, 22% au Garb-Zaer, 16% au Rif-Prérief, 10% au Tadla-Tensift et 10% au Moyen Atlas. 88% de la superficie a été travaillée mécaniquement.

Comparées à la campagne précédente à la même période, les principaux paramètres ont connu une évolution importante ; ainsi, les superficies semées s'élèvent à 750.000 ha pour les céréales - dont 40.000 ha en irrigué -, soit une hausse de 125% ; les cultures fourragères sont en progrès de 28% soit 181.000 ha, dont 65% en irrigué. Les cultures sucrières programmées sont également en extension : le programme de la betterave à sucre porte sur 64.500 ha en hausse de 5% ; la superficie travaillée atteint déjà 61.600 ha (96% du programme), en progression de 12% ; la superficie semée couvre 54.600 ha soit 85% du programme, en accroissement de 11%. Par région, la réalisation des programmes de culture atteint des niveaux élevés : 92% aux Doukkala, 86% au Tadla, 85% au Gharb, 81% à la Moulouya et 61% au Loukkos. Ces différents indices montrent que le démarrage de la campagne agricole s'opère dans des conditions favorables, bien que les pluies abondantes dans certaines régions risquent de retarder les semis. Dans ce cas de labours tardifs, un printemps pluvieux serait approprié.

Autant de considérations qui témoignent d'une forte sensibilité de la conjoncture agricole à une bonne répartition, dans le temps et dans l'espace, des pluies. Un rappel insistant qui devrait remettre l'eau au centre des préoccupations des Pouvoirs Publics, en tant que vecteur stratégique de la politique agricole.

L'Eau : Vecteur Stratégique De la Politique Agricole

L'eau douce, défi économique et social majeur de notre temps, est une denrée de plus en plus rare. Elle représente 3% seulement du volume terrestre d'eau. Sa répartition planétaire est fortement inégale. Si un Américain consomme en moyenne quotidiennement 600 litres, en Afrique, la quantité d'eau accessible, journalièrement, approche, dans certains pays, 10 litres par personne. A l'échelle mondiale, l'agriculture demeure le secteur dominant la consommation totale, avec 70%, suivie de l'industrie (20%) et des besoins domestiques des populations (10%). Ainsi la raréfaction de l'eau menace l'avenir du secteur agricole et, par conséquent, la production alimentaire, notamment dans de nombreux pays arides et semi-arides. Si les tendances

[PRECIPITATIONS AU 26 NOVEMBRE 2002]

STATIONS Météorologies	Pluies du 11 au 26 nov	Du 1/09 au 26/11		Ecart %
		2002	Normal	
Nador	38,4	48,8	64,0	-24%
AL Hoceima	80,8	112,3	60,1	87%
Chefchaoun	394,6	523,3	208,3	151%
Tetouan	237,3	342,4	143,3	139%
Tanger	249,2	387,1	190,1	104%
Larache	392,0	525,9	159,9	229%
Sidi Slimane	254,6	309,3	92,3	235%
Kenitra	375,9	454,8	132,1	244%
Rabat-Salé	333,2	416,1	108,9	282%
Meknès	177,3	229,5	110,5	108%
Fès Saïss	136,1	212,2	100,0	112%
Ifrane	292,2	471,1	192,6	145%
Taza	164,0	253,4	111,3	128%
Casablanca	245,5	293,2	82,1	257%
El jadida	217,9	263,6	106,6	147%
Nouasser	154,0	181,9	63,6	188%
Settat	145,7	199,1	74,6	166%
Khouribga	137,1	162,7	66,3	145%
Beni Melal	159,7	189,4	75,6	151%
Kasba Tadla	204,7	234,4	70,4	233%
Safi	165,4	245,0	80,3	205%
Marrakech	76,4	80,2	48,1	67%
Agadir	87,9	88,2	50,7	74%
Taroudant	108,7	109,8	39,2	180%
Tan Tan	15,0	67,0	19,6	242%

source : Direction de la météorologie nationale

actuelles persistent, près de 4 milliards de personnes sont menacées, à terme, par l'insuffisance alimentaire. En revanche, des pays comme les USA, qui ont bâti leur puissance agroalimentaire sur une agriculture bénéficiant de grands aménagements hydrauliques, continueront de représenter un grenier de céréales. C'est confirmer le rôle d'une agriculture intensive, forte consommatrice d'eau, dans la poursuite de "la révolution verte". En effet, les projections à l'horizon 2025 révèlent qu'afin de faire face à la demande alimentaire croissante, le nécessaire développement de l'irrigation devrait se traduire par une extension d'environ 30% des surfaces irriguées avec une plus grande pression sur les prélèvements dans les ressources hydriques qui atteindraient 5200 Km³/an au lieu de 3800 km³ en 1995. Une telle pression aggraverait le risque de pénurie de l'eau.

Cette évolution condamne les politiques expansives d'irrigation et milite en faveur d'une politique agricole fondée sur la gestion rationnelle de l'eau en fonction du paramètre de la productivité hydrique. Celle-ci signifie la production agricole rapportée à la quantité d'eau consommée en vue de sa réalisation.

Aussi, dans une perspective d'amélioration de cette productivité, la production des biens nutritionnels nécessaires aux populations de la planète serait-elle possible à l'horizon 2025 en se limitant à une extension de 5 à 10% des superficies irriguées. Une telle perspective implique pour le Maroc, l'adoption immédiate d'une politique agricole qui considère l'eau comme un vecteur stratégique de développement économique et social et qui viserait, en priorité, la promotion de la productivité hydrique. Celle-ci passe par la réalisation de trois objectifs majeurs.

- D'abord, une gestion rationnelle des équipements hydrauliques à travers : un meilleur entretien des équipements et une réduction des fuites, des équipements complémentaires, la mobilisation de nouvelles ressources hydriques et l'incitation à l'utilisation des techniques d'économie de l'eau.
- Ensuite, une amélioration des pratiques culturales des agriculteurs au moyen de programme de recherche-développement en faveur de l'expérimentation de variétés végétales à cycle de production court ainsi que des programmes de sensibilisation de proximité qui permettent aux agriculteurs de changer, progressivement, leurs habitudes culturales.
- Enfin, une véritable gestion participative de l'irrigation qui associe les bénéficiaires et qui soit différente du système de gestion hydrique mis en place aujourd'hui et empreint de grands dysfonctionnements.

Cependant, la réalisation de ces objectifs en vue de la promotion de la productivité hydrique devrait s'inscrire dans le cadre d'une politique agricole qui aspire, aussi, à la mise à niveau de la petite et moyenne exploitation agricole.



Marché Mondial des Matières Premières

Les stocks écrasent les prix

Le retournement de conjoncture observé aux USA, en Europe et en Asie avait provoqué une baisse moyenne de 10% des cours des matières premières industrielles en 2001 comparativement à 2000. Les reprises enregistrées lors de la première moitié de l'année 2002 ne se sont pas affirmées et les marchés sont toujours dans l'expectative d'une relance économique en 2003. Globalement, les marchés de ces intrants restent sous la forte influence du poids des stocks mondiaux et de la politique industrielle chinoise, compte tenu des grandes quantités produites, exportées ou consommées par ce pays.

Les prix des matières premières constituent un véritable reflet de la conjoncture économique à l'échelle mondiale. Leur évolution est déterminée par la loi de l'offre et la demande. Ces deux paramètres sont certes influencés par les différents cycles de croissance mondiale et par les stocks stratégiques ou spéculatifs détenus par les opérateurs, mais, ils sont aussi marqués par des considérations climatiques et surtout géopolitiques. C'est particulièrement le cas des prix du pétrole, mais c'est parfois aussi le cas de denrées moins sensibles telles que le blé, le café, le coton ou le cacao.

Prix des Produits Alimentaires

Hausse des Céréales et Cacao Et Baisse du Sucre et Café

Après deux années successives de baisse, les cours moyens des denrées agricoles connaissent généralement une reprise substantielle en 2002. Cette tendance devrait se poursuivre en 2003, selon les prévisions de l'OCDE. Elle concernerait la plupart des produits, à l'exception du café et du sucre.

Ainsi, le prix du **cacao** s'est envolé de quelques 80% depuis le début de 2002 en raison de la baisse de l'offre des deux principaux producteurs mondiaux que sont la Côte d'Ivoire et le Ghana. La baisse de la production mondiale de l'ordre de 1% en 2002 et le faible niveau des stocks (4,5 mois de consommation, contre 16 mois habituellement) ont poussé

les cours à une hausse qui atteindrait le taux moyen de 66% en 2002 et près de 16% en 2003.

De son côté, le cours mondial du **blé** a augmenté de 28% entre le second et le 3ème trimestre 2002 en raison du recul de l'offre, sous l'effet des sécheresses ayant frappé les principales zones de production, (USA, Canada et Australie). Parallèlement, la baisse continue, depuis quatre ans, des stocks mondiaux de cette céréale contribue à la poursuite de la hausse des cours qui pourrait atteindre le taux moyen de 13% en 2002 et 11% en 2003.

Le très bas niveau des stocks de **maïs** et la mauvaise récolte des Etats Unis ont conduit au renchérissement régulier de cette denrée en 2002, avec un taux annuel moyen estimé à 11%. Aussi, l'excédent de production attendu sur le marché en 2003, n'aura pas d'effet sur les cours qui pourraient enregistrer une progression moyenne de 7%.

Les cours des **oléagineux** ont été, dans l'ensemble, poussés à la hausse, à partir du deuxième trimestre 2002 par une demande vigoureuse et les perspectives d'une plus grande ouverture du marché chinois. Le prix du **soja** devrait toutefois se stabiliser en cette fin d'année marquant ainsi une baisse moyenne de 10% sur l'ensemble de l'année. En revanche il est attendu à la hausse au taux moyen de 12% en 2003. Par contre les cours de **l'huile d'arachide** ne devraient pas connaître de grands changements.

Malgré une demande moyennement croissante, à la faveur de la consommation asiatique, le marché mondial du **sucre** est caractérisé par une surproduction massive. En effet, si l'Union Européenne a légèrement baissé sa production, la Chine, la Thaïlande et le Brésil en ont enregistré des taux de croissance respectifs de 37 ; 23 et 35%. Le cours du sucre baisserait en moyenne de 18% en 2002, et sous l'effet de stocks pléthoriques, les prix stagneraient en 2003, malgré la réduction des surfaces cultivées par la Chine.

Enfin, la surproduction a entraîné le marché du **café** dans une spirale baissière depuis 1997. Les augmentations de cours enregistrées en début d'année (15% en moyenne sur les 5 premiers mois) sont la résultante de la baisse de production anticipée par les négociants. Or, l'annonce d'une récolte record au Brésil en mai 2002 (+40% par rapport à 2001), a remis les prix sur une tendance baissière qui devrait se prolonger jusqu'à mai 2003.

Les Produits Agro-industriels

Hausse des Cours en 2003

Les mécanismes de détermination des cours sont biaisés par les interventions des autorités politiques dans les marchés du

coton et du caoutchouc, alors que le prix de la pâte à papier attend la reprise économique.

En effet, 75% de la production mondiale du **coton** a bénéficié d'une aide directe en 2001. Les politiques de subvention appliquées par les principaux pays producteurs ont empêché l'ajustement de l'offre à la baisse des cours mondiaux. Parallèlement, le niveau du stock mondial détenu en début d'année a dépassé les 50% de la consommation annuelle. La baisse annuelle moyenne de cette matière atteindrait 5% au terme de 2002. La baisse de la production chinoise (25% du marché mondial) et indienne respectivement de 15 et 10%, parallèlement à la croissance attendue de la consommation mondiale devraient conduire à une hausse de 8% des cours en 2003.

Les trois pays détenant 70% de la production mondiale du **caoutchouc**, (Indonésie, Thaïlande et Malaisie) ont convenu d'une réduction de 10% de leurs exportations en 2002 par rapport à 2000. Aussi, les prix de cette matière enregistreraient une hausse moyenne de 18% au terme de l'année en cours, et 14% en 2003.

Les cours de la **pâte à papier** ont progressé de quelques 8%

au 1er semestre 2002 à la suite d'une baisse conjoncturelle des stocks. Ces derniers ont repris leur niveau sous la pression d'une demande atone et d'une production croissante des pays de l'Est.

Les Métaux non Ferreux Prix Freinés par la Stagnation

Depuis le début de l'année, les stocks des métaux non ferreux ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 1995. Les prix se sont ainsi globalement inscrits à la baisse avec une moyenne annuelle qui varierait de -1% pour le cuivre à -12% pour le zinc. Seul le nickel échappe à cette tendance.

Le marché mondial de l'**aluminium** serait de plus en plus dépendant du comportement de la Chine. Avec 15% de la consommation mondiale, ce pays a augmenté sa production de 25% en 2001 et presque autant en 2002, et pourrait devenir exportateur net dès l'année prochaine. Ainsi, après une baisse estimée à 7% en 2002, et dans l'hypothèse d'une reprise de la croissance mondiale, les cours de l'aluminium pourraient progresser de 5% en 2003.

La demande mondiale du **cuivre** devrait augmenter de 4% en 2002 sous l'effet d'une croissance de la production de la fibre optique et des câbles en Chine et Corée du Sud. Mais, le peu de visibilité qu'offrent les marchés américain et européen ainsi que la dimension des volumes stockés freinent toute augmentation des cours de cette matière.

Les cours de l'**étain** ont été très volatiles en 2002. La demande mondiale, exceptée la Chine, est restée atone. Les prix de cette matière termineraient l'année 2002 avec une baisse de 10%, alors qu'il est prévu une reprise des cours à 6% en 2003.

Les cours du **plomb** ont été plombés par la baisse de la demande sur le marché des batteries. Malgré le recul de la production mondiale de près de 7%, les cours finiraient l'année 2002 par une réduction de 4% avant de se redresser légèrement en 2003.

Enfin, le cours de **nickel** est d'une volatilité extrême. Après une augmentation de 45% en 2000, suivie d'une chute de 30% en 2001, il devrait observer, à nouveau, une hausse de plus de 13% en 2002. Cette hausse devrait se poursuivre en 2003 suite à la réduction des excédents et au grand rebond marqué par la consommation en Asie et en Europe.

[COURS MOYENS MONDIAUX DES PRINCIPAUX MATIERES PREMIERES]

	Réalisation	Estimation	Prévisions		Var. en %	
	1er sem.02	2e sem.02	1e sem03	2e sem03	02/01	03/02
Pétrole (\$/baril)	23	27	27	26	3	3
Métaux non ferreux						
Aluminium (\$/tonne)	1 369	1 315	1 375	1 450	- 7	5
Cuivre (\$/tonne)	1 584	1 541	1 600	1 700	- 1	6
Etain (\$/tonne)	3 978	4 046	4 100	4 300	- 10	4
Plomb (\$/tonne)	472	440	460	465	- 4	2
Zinc (\$/tonne)	788	770	780	800	- 12	1
Nickel (\$/tonne)	6 558	6 850	7 300	7 600	13	11
Agro-industrielles						
Coton (\$/100 livres)	42	49	49	49	- 5	8
Caoutchouc (\$/tonne)	755	870	900	950	18	14
Pâte à papier (\$/tonne)	453	476	450	475	- 14	-
Alimentaires						
Blé (\$/tonne)	128	165	165	160	13	11
Maïs (\$/tonne)	91	110	112	105	11	7
Soja (\$/tonne)	196	235	240	244	- 10	12
Café (\$/100 livres)	47	46	46	48	-	2
Cacao (\$/100 livres)	71	92	94	94	66	16
Sucre (\$/100 livres)	7	8	8	8	-18	-

Source : Diverses sources internationales (Marchés spécifiques)

[Loi de Finances 2003]

Adapter les moyens aux ambitions

La déclaration gouvernementale s'est fixée des objectifs relevant d'une politique économique et sociale volontariste.

Celle-ci se propose d'abord d'accélérer le programme de développement des infrastructures économiques : autoroutes, ports, routes, pistes, eau potable, électrification du monde rural etc.

Elle aspire, ensuite, à relancer l'investissement à travers la dynamisation du processus de mise à niveau du système productif marocain, en général, et de la petite et moyenne entreprise en particulier.

Elle vise, enfin, à réduire le taux de chômage, à accélérer la mise en œuvre des réformes du système d'éducation nationale et à réduire le déficit existant dans le domaine du logement.

La fixation de telles orientations interpelle la loi de finances, en cours de discussion, qui, à défaut d'amendements substantiels, risque de desservir la nouvelle politique gouvernementale.

Relance de l'investissement et promotion de l'emploi : Adapter les hypothèses aux objectifs

L'élaboration de la loi de finances 2003 repose sur des hypothèses qui dénotent de timidité au regard du ton volontariste de la déclaration gouvernementale.

Une véritable réduction du taux de chômage ne serait possible avec une perspective de croissance de 4,5%

Or, le bon démarrage de la campagne agricole et les perspectives prometteuses de l'évolution des secteurs non agricoles, dopés par un programme de mise à niveau plus volontariste, auraient permis un taux de croissance plus élevé - de l'ordre de 6% - si la politique économique avait prévu, en plus, une politique agricole plus volontariste qui viserait la promotion de la petite et moyenne exploitation agricole ainsi que la mise en place d'une gestion renouvelée de l'eau.

Cependant, la prise en compte de telles ambitions se traduirait, nécessairement, par des aménagements substantiels du projet de loi de finances 2003 ; car tous les comptes spéciaux concernés par la relance de l'investissement, notamment le Fonds pour le développement rural, le Fonds de promotion des investissements, le Fonds de péréquation et de développement régional, et le Fonds spécial pour la promotion hôtelière n'y figurent que pour mémoire.

De plus, la volonté de la promotion de l'emploi n'est pas suffisamment appuyée par les dotations, modestes, accordées à des Fonds aussi stratégiques que le Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes (200 millions de dirhams seulement) et le Fonds

de soutien à certains promoteurs (150 millions seulement). Cet état de l'investissement public est d'autant plus fragile quand on sait que l'investissement direct de l'Etat est à la baisse de plus de 2%, soit 19,5 milliards de dirhams au lieu de 19,9 milliards en 2002.

Aussi, la mise en œuvre des orientations qui fondent la déclaration gouvernementale passe-t-elle par des amendements substantiels du projet de loi de finances 2003. Dans cette perspective, le retard pris par les opérations de privatisation devrait être rattrapé par une accélération de ce processus qui permettrait d'assurer l'alimentation des comptes spéciaux et du budget général de l'Etat qui serviraient la relance de l'investissement.

Ajuster la mise en œuvre aux programmes d'action

Aux termes de nombreuses années d'existence, la nécessité de faire un bilan précis des taux de réalisations et du degré d'efficacité de plusieurs comptes spéciaux et organismes publics s'impose. En effet les projets prévus dans les différents programmes du Fonds Hassan II tardent à voir le jour. La mise en œuvre lente des conventions signées devrait reposer la problématique des procédures et des délais de réalisation des actions du Fonds.

Les mêmes interrogations concernent l'action de l'Agence pour le développement social qui semble compromise, avant son lancement, par des procédures complexes qui éloignent cette structure de la philosophie initiale qui a motivé sa création : atténuer les pressions sociales croissantes par des actions de proximité.

Par ailleurs, l'impact modeste de certains instruments stratégiques de promotion de l'emploi, en l'occurrence, le Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes et le Fonds de soutien à certains promoteurs, implique plus de volontarisme dans leur financement et un suivi plus rigoureux de leurs activités.

Enfin, l'organisation actuelle des Centres Régionaux d'Investissement (CRI) semble avoir du mal à s'inscrire dans le cadre de la philosophie initiale qui a présidé à leur mise en place : réduire et simplifier les procédures liées à l'investissement. De fait, les CRI réussiront-ils à centraliser toutes les formalités liées à l'investissement dans un guichet unique ? Les résistances des différentes administrations pour garder leurs prérogatives ne risquent-elles pas d'allonger le parcours de l'investisseur en lui imposant de passer par le CRI sans lui épargner le détour par les autres administrations ?



Poussée Inflationniste

Hausse probable des prix de 2,9% en 2002

Le redressement sensible amorcé au niveau des principaux secteurs d'activité depuis plus de douze mois semble induire une certaine tension sur les marchés, provoquant, par la même, une poussée inflationniste. Le rythme de hausse des prix qui s'est réduit à la fin de l'exercice précédent à la moyenne de 0,6 % a, en effet, atteint 3% au terme des neuf premiers mois de l'année 2002. Cette évolution, qui tranche nettement avec les tendances relevées au cours des trois dernières années, semble inaugurer un nouveau cycle de hausse des prix. La projection de cette nouvelle tendance à la fin de l'année en cours aboutit à un taux d'inflation moyen prévisionnel autour de 2,9 %

Les tendances positives observées depuis le début de l'année au niveau des principales branches de l'activité économique se sont accompagnées d'une reprise sensible des tensions inflationnistes. L'orientation à la hausse du rythme d'inflation qui a constitué l'un des traits marquants des développements conjoncturels de l'année en cours ressort, en effet, de tous les indicateurs de prix que ce soit au niveau de la production ou de la distribution. On relève ainsi que l'indice du coût de la vie qui représente le principal indicateur de l'évolution des prix à la consommation a atteint 161,5 points au terme du mois de Septembre, ce qui équivaut à un accroissement de 2,0 % par rapport au même mois de l'année écoulée et de 3,0% en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année. Cette évolution s'inscrit en nette rupture par rapport à la tendance qui a prévalu ces dernières années où la hausse moyenne des prix à la consommation calculée sur la période 1999-2001 n'a pas dépassé 1 %. Cette rupture apparaît, par ailleurs, d'autant plus marquée que le rythme d'évolution des prix enregistré lors de l'exercice précédent s'est réduit à son plus bas niveau depuis plusieurs années avec un accroissement moyen atteignant à peine 0,6 %.

L'amorce d'une poussée inflationniste, même à un rythme relativement modéré comme celui que l'on constate à présent,

semble se conformer, dans un contexte conjoncturel de reprise, aux mécanismes régissant le comportement des prix en relation avec l'activité économique. Intervenant après une phase foncièrement dépressive et qui s'est étalée sur plusieurs années (1998-2000), l'exercice en cours semble s'inscrire dans le prolongement des tendances de l'année 2001 marquées par un redressement sensible de l'ensemble des activités productives grâce à des conditions climatiques relativement moins contraignantes, mais surtout au mouvement de reprise qui a concerné de nombreux autres secteurs d'activité.

Inflexion de la Conjoncture Et Hausse des Prix

La tendance à la reprise, dont l'impulsion première vient du côté de l'offre devrait se consolider par une demande globale plus affermie, aussi bien au plan interne qu'externe. Les indicateurs macroéconomiques sont à ce titre assez révélateurs. Le taux de croissance qui devrait atteindre cette année 4,6 % en termes réels résulterait ainsi d'une amélioration des performances productives dans la plupart des secteurs d'activité. Ces performances sont en relation directe avec la reprise de la demande aussi bien de consommation que d'investissement dont les rythmes de progression atteindraient respectivement 5,2 % et 11,5% au terme de l'année en cours. La demande extérieure contribuerait, elle aussi, de façon notable à ces performances prévisibles avec une progression moyenne se situant entre 6 et 7 %. L'équilibre des emplois et ressources en biens et services serait porté, dans ces conditions, à un niveau nettement plus élevé par comparaison avec l'année précédente. La pression de la demande qui en résulte est de nature à forcer la recherche d'un nouvel équilibre où l'ajustement des prix jouerait un rôle déterminant. La pression à la hausse des prix serait, par ailleurs, d'autant plus forte que l'écart que représente le surcroît de demande par rapport aux ressources en biens et services est important.

Outre le redressement sensible de l'activité et son incidence sur la demande et les marchés, l'inflexion constatée dans le rythme de hausse des prix trouve une bonne part d'explication dans la structure même de l'indicateur retenu pour rendre compte de l'évolution des prix et ses configurations nettement différenciées entre les produits agricoles et non-agricoles. De par sa conception, l'indice du coût de la vie qui se réfère à un panier de biens et services représentatif de la structure de consommation des ménages à revenu modeste accorde une pondération importante aux produits d'alimentation. Partant des données de l'enquête de consommation, le coefficient budgétaire retenu pour ce groupe de produits dans le calcul

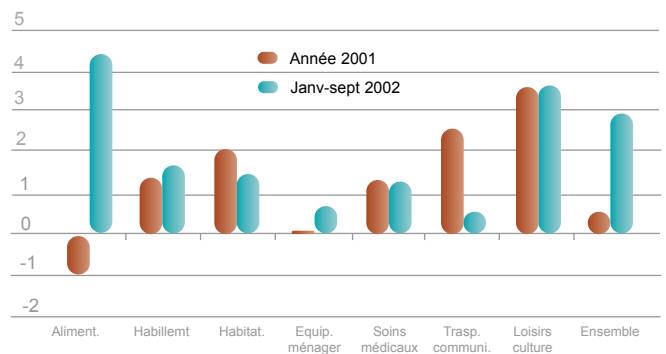
de l'indice atteint 45,2 %; le complément à l'unité, soit à peine un peu plus que la moitié du budget des ménages, se répartit sur les sept autres grandes rubriques de consommation qui vont des dépenses d'habillement à celles relatives aux loisirs et culture. La relation directe qui peut prévaloir entre l'orientation de la conjoncture et l'évolution des prix se trouve donc sensiblement altérée dans des situations où l'offre des produits agricoles subit de fortes fluctuations. L'interprétation des résultats dégagés par l'indice du coût de la vie doit par conséquent tenir compte des tendances selon les principaux groupes de produits.

Evolution Différenciée Par Groupes de Produits

Le rythme d'évolution des prix des produits alimentaires aura ainsi observé une sensible accélération, par rapport à l'année précédente, avec une hausse moyenne calculée sur la période couvrant les neuf premiers mois de l'année de 4,5 %. Ce résultat témoigne de la tension qui a caractérisé le marché des produits alimentaires depuis le début de l'année en raison des conditions climatiques qui demeurent assez contraignantes malgré la légère amélioration constatée comparativement à la campagne précédente. Les produits qui ont été les plus affectés par cette situation sont principalement les fruits et légumes frais dont l'indice a enregistré un important accroissement tout au long du premier semestre de l'année. Les autres rubriques importantes des dépenses d'alimentation comme les céréales, les corps gras ou les viandes ont, en revanche, observé des hausses de prix assez modérées comparativement à l'exercice précédent.

Le deuxième poste dans le budget des ménages à connaître une accélération sensible dans la cadence de hausse des prix par comparaison avec l'année précédente est celui des loisirs et culture avec une progression moyenne atteignant 3,7 % au terme des neuf premiers mois de l'année. Le poids relativement faible de cette rubrique dans l'ensemble des dépenses des ménages réduit cependant de façon substantielle son incidence sur le comportement global de l'indice. La même orientation est relevée au niveau des dépenses correspondant à la rubrique des autres biens et services avec une hausse des prix se situant autour de 2,5 %. En ce qui concerne les dépenses réservées aux produits d'habillement, la relative détente qui a caractérisé les principaux marchés correspondants, notamment ceux des vêtements, des tissus et de la confection a pesé de façon sensible sur le rythme d'évolution des prix. Le taux de variation des prix de ces produits qui a atteint 1,4 % au terme de l'année 2001 s'est maintenu à peu près au même

[Variation de l'indice du coût de la vie (en %)]



niveau au cours des huit premiers mois de l'année en cours avec une hausse se situant autour de 1,7 %. Pour le reste des postes de dépenses qui englobe notamment les dépenses d'habitation, les biens d'équipement ménager et les soins médicaux, l'évolution des prix s'est stabilisée, dans l'ensemble, à un rythme comparable à celui de l'exercice précédent avec des taux de progression variant entre 0,7 % et 1,5 %.

Inflation en 2002 2,9 %

On relèvera, par ailleurs, que la reprise du mouvement inflationniste que semble annoncer l'inflexion de la tendance des prix à la consommation ne ressort pas de façon évidente de l'orientation des prix à la production. Les données relatives à l'indice des prix à la production, portant sur les trois premiers trimestres de l'année, suggèrent plutôt une tendance à la stabilité, voire la contraction pour certains secteurs d'activité. Le niveau de l'indice des prix à la production s'est établi, en effet, à la moyenne de 103,9 points au troisième trimestre pour l'ensemble du secteur industriel contre 105,8 au même trimestre en 2001, accusant ainsi une baisse de 1,8%. Cette tendance ne manquera pas de se faire ressentir de façon presque mécanique, selon la chaîne de formation des prix, aux différents stades de production et de distribution, sur les configurations futures de l'indice du coût de la vie.

Tenant compte de ce constat important mais aussi des fluctuations saisonnières des prix qui font généralement apparaître un tassement du mouvement de hausse au quatrième trimestre de l'année, on estime que l'année 2002 devrait s'achever sur une hausse des prix à la consommation de l'ordre de 2,9 %.

Dans nos machines, il y a beaucoup de technologie



www.directprint.mc

Mais vous n'aurez à faire qu'à des hommes.

Photogravure

Flashage

Impression numérique

Impression Offset



4, Rue de Lucerne Casa - Tél. 022 48 21 90

OBSERVATOIRE économique indépendant du royaume



Centre marocain de
CONJONCTURE

NOTRE MISSION

Une meilleure connaissance de la conjoncture
Un travail tourné vers la prévision

NOS MISSIONS

- Les enquêtes et sondages
- Les études économiques, statistiques, commerciales, et financières
- La formation des cadres dans les domaines économique et financier
- La prévision
- Les prestations documentaires



NOS PUBLICATIONS

- Lettre mensuelle de conjoncture :
Une analyse approfondie de la conjoncture nationale et internationale, des activités sectorielles, et une rubrique réservée aux prévisions et mesures d'impact
- Profil de la conjoncture :
Présentation synthétique et commentée des principaux indicateurs sectoriels, nationaux et internationaux, complétés par les résultats des enquêtes et sondages réalisés par le CMC
- Bulletin semestriel :
 - Bilan économique et social de l'année et prévisions pour les deux années suivantes
 - Le thème de l'année : une analyse quantitative et qualitative de sujets dont la pertinence et le contenu informationnel intéressent les opérateurs



B U L L E T I N D'ABONNEMENT



Centre marocain de
CONJONCTURE

- ☐ Oui, je souhaite m'abonner/abonner à votre entreprise⁽¹⁾, aux publications du Centre Marocain de Conjoncture (l'abonnement comprend 11 Lettres Mensuelles, 2 Bulletins Semestriels et 2 Profils de la Conjoncture au prix annuel de 2100 dh⁽²⁾)
- ☐ L'abonnement précité est à partir de
mois de l'année

- ☐ Je vous adresse ci-joint un chèque barré non endossable au nom du Centre Marocain de Conjoncture et vous prie de m'adresser la facture correspondante à l'adresse suivante.

(1) Régime de l'entreprise soumise à l'impôt sur le revenu
(2) Excluant l'impôt sur la valeur ajoutée

Nombre d'abonnements x 2100 dh = dh

Nom :

Prénoms :

Fonction :

Société :

Secteur d'activité :

Adresse^(*) :

Ville :

Pays :

Tel :

Fax :

E-Mail :

(*) Remarque : si en fait

(1) Toute personne physique ou morale, individuelle ou collective, exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, agricole, agro-alimentaire ou toute autre activité économique.

- ☐ Le présent abonnement est renouvelé tacitement tous les ans à la même date sauf avis contraire formel par lettre recommandée 30 jours avant la date anniversaire.